

# Chambre des Représentants.

---

## COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION.

---

SESSION DE 1892-1895.

---

### XLIII.

Amendements aux articles 47 et 47<sup>bis</sup> des propositions relatives à la revision de l'article 47 de la Constitution présentées par M. Beernaert.

---

Bruxelles, le 23 janvier 1895.

*A Monsieur le Président de la Commission de la Chambre des Représentants pour la revision de la Constitution.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir soumettre à la Commission de revision des amendements au texte des articles 47 et 47<sup>bis</sup> présentés par M. Beernaert.

Mes propositions ont pour but essentiel de réaliser l'accord si désirable des partis. Elles revêtent un caractère à la fois sagement démocratique et sagement conservateur, elles sont d'une application très facile et ne peuvent donner lieu à des contestations électorales.

Il suffit de les commenter brièvement pour en faire ressortir la tendance conciliante.

#### ART. 47.

Je maintiens la rédaction de l'honorable Ministre des Finances, que je me borne à compléter par l'adjonction des trois paragraphes suivants :

« Les catégories d'électeurs admises par la loi ne sont susceptibles ni de suppression, ni de restriction. »

« L'exercice du droit de vote pourra toujours être étendu par la loi à de nouvelles catégories de citoyens. »

« Les citoyens investis du droit de vote ne peuvent plus en être privés, d'une manière définitive ou temporaire, que par décision de justice et seulement pour cause d'indignité. »

Voici la portée exacte de ces trois paragraphes :

Les catégories d'électeurs admises par la loi ne doivent être susceptibles ni de suppression ni de restriction, pour éviter des coups de parti éventuels.

Il est bon que l'exercice du droit de vote puisse toujours être étendu à de nouvelles catégories de citoyens, afin de supprimer toute barrière à l'avènement, plus ou moins prochain, du suffrage généralisé.

Les citoyens investis du droit de vote méritent d'en conserver l'exercice, puisque leur aptitude électorale aura été reconnue. Il s'agit là d'un droit acquis, qu'il y a lieu de respecter. Mais l'ordre public exige que la justice puisse en priver, soit définitivement, soit temporairement, ceux qui s'en seraient montrés indignes.

#### ART. 47<sup>bis</sup>.

J'inscris dans la Constitution les bases de la première loi électorale qui suivra l'adoption du nouvel article relatif au droit de vote; de cette façon, je rends impossible toute révision réalisée au profit exclusif d'un seul parti, je fais de la loi une œuvre de concorde, une œuvre vraiment nationale, et j'assure ainsi la stabilité du régime électoral. L'interdiction formulée dans l'article précédent, de supprimer ou de restreindre des catégories d'électeurs, contribue à atteindre ce résultat, et la faculté de multiplier indéfiniment les catégories de citoyens appelés aux urnes constitue une garantie suffisante en faveur des aspirations de la démocratie.

Je partage l'avis de membres éminents des deux Chambres qui considèrent comme contraire à l'esprit de la Constitution toute clause imposant à une législature ordinaire l'obligation de réunir une majorité des deux tiers des voix pour modifier une simple loi, électorale ou autre.

Je demande que la loi électorale accorde le droit de vote notamment à deux catégories de citoyens :

D'abord aux citoyens mariés, à raison des garanties d'ordre et de stabilité qu'ils offrent incontestablement ; ensuite, aux citoyens non mariés, possédant un certain degré d'instruction, parce qu'il serait inique de mettre des obstacles exagérés à l'accession de ces citoyens au droit d'exercer leur influence sur les destinées du pays. J'estime que la garantie dérivant du mariage permet d'échapper aux difficultés pratiques inhérentes au système de l'habitation.

Enfin, il est naturel et logique de dispenser les citoyens, porteurs de documents attestant un degré d'instruction supérieur à la connaissance de la lecture et de l'écriture, et même des quatre règles de l'arithmétique, de fournir la preuve de cette connaissance.

Les diplômes conquis dans une université libre ou de l'État, à l'École des mines de Mons, à l'Institut supérieur de commerce ou à l'Institut supérieur des beaux-arts d'Anvers, à l'Institut agricole de l'État à Gembloux ou à l'Institut agricole annexé à l'Université de Louvain, à l'École vétérinaire, dans un grand séminaire et dans une école normale privée ou de l'État, ainsi que le brevet d'officier, constituent des preuves certaines de capacité.

Il en est de même des certificats d'études délivrés à ceux qui ont fréquenté avec assiduité et avec fruit les leçons données dans un athénée, un collège, un petit séminaire, une école moyenne, une école primaire, un conservatoire, une académie ou une école d'art, une école horticole ou agricole, une école industrielle ou professionnelle.

J'estime, en outre qu'il est légitime et conforme à l'intérêt général de conférer le droit de vote, sans conditions d'instruction scolaire, aux miliciens et aux volontaires honorablement sortis de l'armée; ces citoyens ne peuvent être considérés comme des hommes de désordre, puisqu'ils ont précisément figuré parmi les défenseurs attitrés de la paix publique. Ils sont donc dignes, à tous égards, de jouir des droits politiques.

En présentant ces amendements aux propositions de M. Beernaert, je ne me suis pas uniquement inspiré de mes sentiments personnels, mais je me fais l'écho de désirs exprimés tant par des amis que par des adversaires qui se préoccupent d'assurer, dans la plus large mesure, sur cette question essentielle de notre droit public, l'union de tous les citoyens de bonne volonté.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.

PIERRE GROSFILS.



*Texte des amendements présentés par M. Pierre Grosfils.***ART. 47.**

Les membres de la Chambre des représentants sont élus par les citoyens âgés de 25 ans accomplis et domiciliés depuis un an au moins dans la même commune ou dans la même agglomération, auxquels la loi électorale attribue le droit de vote.

Le vote est obligatoire. Il a lieu à la commune, sauf les exceptions à déterminer par la loi.

Les catégories d'électeurs admises par la loi ne sont susceptibles ni de suppression ni de restriction.

L'exercice du droit de vote pourra toujours être étendu par la loi à de nouvelles catégories de citoyens.

Les citoyens investis du droit de vote ne peuvent plus en être privés, d'une manière définitive ou temporaire, que par décision de justice et seulement pour cause d'indignité.

**ART. 47<sup>bis</sup>.**

La première loi électorale, faite en exécution de l'article précédent, attribuera le droit de vote, sous les conditions d'âge et de résidence fixées par ledit article, notamment :

1° A tous les citoyens mariés;

2° A tous les citoyens non mariés qui possèdent la connaissance de la lecture et de l'écriture.

La preuve de cette connaissance sera fournie suivant le mode déterminé par la loi.

Seront dispensés de fournir cette preuve :

a. Les citoyens porteurs d'un diplôme ou d'un brevet délivré par un établissement public ou privé d'enseignement supérieur ou normal;

b. Les citoyens porteurs d'un certificat constatant qu'ils ont fait des études complètes dans un établissement public ou privé d'enseignement moyen, primaire, artistique ou professionnel;

c. Les miliciens et les volontaires sortis honorablement de l'armée.

---

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

---

COMMISSIE TOT HERZIENING DER GRONDWET.

---

ZITTING 1892-1893.

---

XLIII.

Amendementen aan artikelen 47 en 47<sup>bis</sup> der voorstellen van den heer Beernaert betreffende de herziening van artikel 47 der Grondwet.

---

Brussel, 25 Januari 1893.

*Den Heere Voorzitter van de Commissie der Kamer van Volksvertegenwoordigers voor de herziening der Grondwet.*

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer u te verzoeken aan de Commissie tot herziening de volgende amendementen mede te deelen aan den tekst der artikelen 47 et 47<sup>bis</sup>, aangeboden door den heer Beernaert.

Mijne voorstellen strekken vooral om de zoo wenschelijke verstandhouding der partijën te bewerken. Hun karakter is gematigd democratisch en tevens gematigd conservatief, zij zijn van zeer gemakkelijke toepassing en kunnen geene aanleiding geven tot kiesbetwistingen.

Eenige korte ophelderingen zullen hunne verzoenende strekking aantoonen.

ART. 47.

Ik behoud den tekst van den achtbaren Minister van Financiën, maar vul hem aan met de bijvoeging der drie volgende paragrafen :

« De door de wet erkende klassen van kiezers mogen noch afgeschaft, noch beperkt worden. »

« De uitoefening van het kiesrecht mag altijd door de wet tot nieuwe »  
» klassen van burgers worden uitgebreid. »

« De burgers die het kiesrecht genieten, mogen er noch voor goed noch »  
» tijdelijk van worden beroofd, tenzij bij gerechtelijke beslissing en slechts »  
» om redenen van onwaardigheid. »

Ziehier wat ik met deze drie paragrafen bedoel :

De door de wet erkende klassen van kiezers mogen noch afgeschaft noch beperkt worden, dit ten einde partijdige willekeur te voorkomen.

't Is goed dat de uitoefening van het kiesrecht altijd kan uitgebreid worden tot andere klassen van burgers, ten einde iederen hinderpaal voor de invoering van het algemeen stemrecht, hetwelk min of meer nabij is, uit den weg te ruimen.

De burgers die het kiesrecht bezitten, zijn waardig het te behouden, vermits hunne kiesbevoegdheid erkend is geworden. 't Is een verworven recht hetwelk men eerbiedigen moet. Maar de openbare orde eischt dat het gerecht degenen die er zich onwaardig van zouden getoond hebben, het voorgoed of tijdelijk kunne ontnemen.

#### ART. 47<sup>bis</sup>.

Ik schrijf in de Grondwet den grondslag der eerste kieswet die op de aanneming van het nieuw artikel tot regeling van het kiesrecht zal volgen; zoo doende verhinder ik iedere herziening die zou verwezenlijkt worden ten bate eener enkele partij; ik verricht een werk van eendracht, een waarlijk nationaal werk, en zoo verzeker ik de duurzaamheid van het kiesregiem. Het verbod dat in het vorig artikel wordt gedaan om klassen van kiezers af te schaffen of te beperken, helpt dien uitslag mede bereiken, en de vrijheid om de klassen van naar de stembus te roepen burgers tot in het oneindige te vermeerderen is een voldoende waarborg voor het streven der democratie.

Ik deel het gevoelen van zekere uitstekende leden der twee Kamers die in strijd met den geest der Grondwet beschouwen iedere bepaling eene gewone wetgeving verplichtende om eene meerderheid van de twee derden der stemmen te vereenigen, ten einde eene eenvoudige kies- of andere wet te wijzigen.

Ik vraag dat de kieswet het stemrecht onder andere aan de volgende twee klassen van burgers zou toekennen :

Ten eerste aan de getrouwde burgers, om de waarborgen van orde en duurzaamheid die zij onbetwistbaar aanbieden, vervolgens aan de onge-rouwde burgers die een zekeren graad van onderwijs genieten, vermits het wederrechtelijk zou wezen den toegang tot het recht om hunnen invloed op 's lands lotgevallen te oefenen, aan die burgers door overdreven hinderpalen te bemoeilijken. Ik vind dat de waarborg van het huwelijk toelaat de praktische moeilijkheden te vermijden, die uit het stelsel der bewoning voort-spruiten.

't Is eindelijk natuurlijk en redematig de burgers die stukken kunnen overleggen bewijzende dat zij een hooger onderwijs dan de eenvoudige kennis van het lezen en schrijven en zelfs van de vier regels der rekenkunde hebben genoten, van de levering van 't bewijs dier meerdere kennis te verschoonen.

Diploma's afgeleverd door eene vrije of staatsuniversiteit, door de school der Mijnen te Bergen, door het hooger Handelsinstituut of het hooger Instituut van beeldende kunsten te Antwerpen, door het Landbouwinstituut van den Staat te Gembloers of het Landbouwinstituut der Leuvense Hoogeschool, door de Veeartsenijschool, door een groot seminarie of door eene vrije of staatsnormaalschool, alsook het brevet van officier zijn stellige bewijzen van bekwaamheid.

Dezelfde waarde hebben de studie-getuigschriften, afgeleverd aan hen die met nauwgezetheid en goeden uitslag de lessen hebben gevolgd in een athe-naeum, een college, een klein seminarie, eene middelbare school, eene lagere school een conservatorium, eene academie of school van schoone kunsten, eene landbouwschool, eene nijverheids- of beroepschool.

Volgens mij is 't daarenboven billijk en komt het met het algemeen belang overeen het stemrecht zonder voorwaarde, van schoolonderwijs toe te kennen aan miliciens en vrijwilligers die eervol uit het leger ontslagen zijn; die burgers kan men niet beschouwen als ordelooze mannen, want zij werden juist geteld onder de gekende verdedigers van de openbare rust. Zij zijn dus alleszins waardig de politieke rechten te genieten.

Deze wijzigingen aan de voorstellen des heer Beernaert zijn mij niet slechts ingegeven door mijn persoonlijk gevoelen, maar ik ben de tolk der wenschen uitgedrukt door zekere mijner vrienden zoowel als zekere mijner tegenstrevers, die voor de oplossing van die hoofdzaak van ons openbaar recht de eendracht van alle burgers van goeden wil in de ruimste mate wenschen te bewerken.

Gelief, Mijnheer de Voorzitter, de uitdrukking mijner hoogachting te aanvaarden.

PIERRE GROSFILS.



*Tekst van de amendementen door den heer Pierre Grosfils voorgesteld.*

**ART. 47.**

De leden der Kamer van Volksvertegenwoordigers worden gekozen door de burgers, die den vollen ouderdom van 25 jaar bereikt hebben en sinds ten minste een jaar hun wettig woonverblijf hebben in dezelfde gemeente of denzelfden omkring (*agglomeration*), wien de kieswet het stemrecht toekent

De stemming is verplichtend. Ze geschiedt in de gemeente, behalve de uitzonderingen, te bepalen door de wet.

De klassen van kiezers welke door de wet zijn erkend, mogen noch afgeschaft noch beperkt worden.

De uitoefening van het stemrecht zal door de wet immer tot nieuwe klassen van burgers mogen uitgebreid worden.

De burgers wien het kiesrecht is toegekend, mogen er noch voor goed noch tijdelijk van beroofd worden, tenzij bij rechterlijke beslissing en enkel om redenen van onwettigheid.

**ART. 47<sup>bis</sup>.**

De eerste kieswet, in uitvoering van het vorig artikel gemaakt, zal het stemrecht, nits de voorwaarden van ouderdom en verblijf bij dat artikel bepaald, tref name toekennen aan

1<sup>o</sup> Alle gehuwde burgers,

2<sup>o</sup> Alle ongehuwde burgers die kunnen lezen en schrijven,

Het bewijs dier kennis zal geleverd worden op de wijze welke de wet bepaalt.

Zijn niet gehouden dat bewijs te leveren

a. De burgers die een diploma of een brevet bezitten afgeleverd door een openbaar of vrij gesticht van hooger of normaal onderwijs,

b. De burgers die een getuigschrift bezitten bewijzende dat zij volledige studien hebben gedaan in een openbaar of privaat gesticht van middelbaar, lager, kunst- of beroepsonderwijs,

c. De miliciens en de vrijwilligers die het leger eervol hebben verlaten.